

## **“Once they are gone, they will be lost forever” : l'enjeu de la privatisation des biens et services publics au Royaume-Uni depuis 2010**

On observe au Royaume-Uni depuis 2010 une accélération des privatisations des services et biens publics. Autour du positionnement de cette « frontière » entre services et biens relevant du domaine privé ou public, se joue une « lutte pour l'interprétation des besoins » (Fraser 1987) qui porte à la fois sur la définition des besoins de la population et sur les modalités de leur prise en charge. Cette communication vise à mettre en évidence les mécanismes qui président au tracé de la frontière entre privé et public, frontière qui n'est jamais fixée et fait en permanence l'objet d'une lutte entre différents groupes d'acteurs.

Du côté des acteurs gouvernementaux, la politique des gouvernements Conservateurs depuis 2010 (d'abord en coalition puis avec une majorité absolue à la Chambre des Communes) a consisté à diminuer le champ de l'État social, par une combinaison mêlant réformes structurelles, diminution de la dépense publique, et privatisations. Certaines privatisations concernent l'ensemble d'un service comme pour la *Royal Mail*, les services postaux, privatisés entre 2011 et 2015. D'autres prennent la forme d'une externalisation partielle, comme c'est le cas pour le *National Health Service*, le service de santé. On assiste ainsi à un déplacement des frontières de l'État social (*rolling back the state*), sous-tendu par plusieurs dynamiques. La première est historique (Hall 2011) : c'est la continuation d'une logique néolibérale, caractérisée par une politique de privatisations et de réformes managériales dominante depuis les années 1980s. La seconde est économique (Clarke and Newnham 2012) : il s'agit de la gestion sur un mode austéritaire de la crise économique qui a débuté en 2008. La troisième est idéologique, propre aux Conservateurs et à leurs alliés : résumée sous le nom de *Big Society*, ce projet politique consiste à laisser au secteur privé, marchand, associatif, ou individuel, le soin de compenser la réduction de l'État social, sur fond d'appel à la participation citoyenne (Bell 2014).

Cette politique de retrait a été largement contestée dans la sphère politique et syndicale, mais également dans l'espace citoyen des associations et groupes militants plus ou moins institutionnalisés. Cet espace a largement été modifié par l'arrivée au pouvoir des Conservateurs, puisque de nombreux groupes militant-e-s s'opposant aux privatisations, à la réduction de la dépense publique et aux réformes ont été créés depuis 2010. Cette communication se concentrera sur l'opposition à la privatisation du *National Health Service*. Sa privatisation, réelle ou anticipée, est contestée depuis plus de 15 ans par une coalition de groupes de diverse nature – partis politiques, syndicats, groupes militants *ad hoc*. Si certains groupes existaient avant 2010, d'autres sont venus renforcer leurs rangs depuis l'arrivée au pouvoir des Conservateurs (Kober-Smith 2014). Cette opposition porte sur les modalités concrètes d'organisation du système de santé, et s'articule avec un discours normatif sur ce qu'est la santé et quels en sont les déterminants. Ce volet de la communication se basera sur une enquête de terrain réalisée en 2015 auprès de militant-e-s opposés à la privatisation du NHS (observation participante au sein du groupe *Keep Our NHS Public* et entretiens). Il mettra en évidence, à partir des pratiques et des discours des militant-e-s interrogé-e-s, les principes et normes qui président à l'évaluation de ce qui constitue la « bonne » place de la frontière public/privé. Ces principes peuvent être politiques, syndicaux, pragmatiques, ou encore philosophiques, et varient selon les militant-e-s, en fonction de leur trajectoire politique, de leur situation professionnelle et de leurs préférences idéologiques. En retour, on verra comment ces principes informent les propositions matérielles d'organisation portées par les militant-e-s.

En somme, on traitera donc la question du tracé de la frontière public/privé dans une perspective de sociologie de l'action publique, afin de montrer les forces qui s'exercent sur ce tracé, aux confins de déterminants idéologiques, économiques, politiques et philosophiques.

## **Bibliographie**

Bell, E. (2014). « Reconfiguring the State under the Coalition: Shoring up state power through the Big Society. », *Observatoire de la société britannique* [En ligne], vol. 15, <http://osb.revues.org/1632>, consulté le 31 mai 2017.

Fraser, N. (1987). « Women, welfare and the politics of need interpretation. », *Hypatia*, vol. 2, p. 103-121.

Hall, S. (2011). « The Neoliberal Revolution », *Cultural Studies*, vol. 25, n°6, p. 705-728.

Kober-Smith, A. (2014). « Le gouvernement de coalition et le secteur de la santé : une politique contestée », *Observatoire de la société britannique* [En ligne], vol. 15, <https://osb.revues.org/1623>, consulté le 31 mai 2017.